

## **FICHE AMENDEMENT**

### **Partie II - Titre B**

#### **Proposition d'amendement après l'Article : 3**

**Déposée par Monsieur Pierre Lequiller, Président de la Délégation pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale française.**

**Qualité : - Membre titulaire**

---

Après l'Article 3, insérer l'article additionnel 3bis

#### **Article 3bis**

#### **La convergence dans la politique étrangère et de sécurité commune**

« Les Etats membres s'engagent à définir et à mettre en œuvre un pacte de convergence de leurs politiques étrangères et de sécurité dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune.

Dans un délai maximal de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du Traité constitutionnel, ils procèdent, sur proposition du ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, à un examen complet du champ de la politique étrangère et de sécurité commune, afin de hiérarchiser les priorités et d'identifier les domaines où ils peuvent soit renforcer leur coopération soit mener une politique commune. Les programmes de convergence définissent les lignes directrices et les voies et moyens nécessaires à la mise en œuvre des propositions et établissent, le cas échéant, leur cohérence avec les autres domaines de l'action extérieure de l'Union européenne.

Le ministre des Affaires étrangères veille, au delà de ce délai, aux progrès de la convergence pour prendre en compte toute évolution. Il présente, chaque année, un rapport sur les progrès de la convergence au sein de la politique extérieure et de sécurité commune au Parlement européen et aux Parlements nationaux selon les modalités appropriées.

Le Conseil européen décide à l'unanimité de l'adoption des programmes de convergence, sur proposition du ministre des Affaires étrangères après avis du Conseil des affaires étrangères. Le Conseil les met en œuvre en statuant à l'unanimité ou, si le Conseil européen en décide ainsi, à la majorité qualifiée, sauf pour les décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense. »

---

#### **Explication éventuelle :**

Les divisions européennes lors de la crise irakienne ont montré la nécessité pour l'Union de définir une vision commune face aux grands défis du monde et aux crises internationales majeures. Elle permettrait en particulier à l'Union de mener avec son allié américain un dialogue équilibré dans lequel les deux partenaires pourraient s'influencer mutuellement et elle éviterait à l'Europe de se placer dans une position toujours réactive par rapport à la stratégie des Etats-Unis, n'aboutissant qu'à un choix inacceptable entre l'alignement ou l'affrontement.

Toutefois, l'échec des stratégies communes montre qu'il ne suffit pas d'introduire des règles de majorité qualifiée pour surmonter les divergences des Etats membres dans le domaine de la PESC. La formation d'une vision commune sur les questions majeures doit précéder l'assouplissement des conditions de vote, et non l'inverse, et elle ne peut venir que d'une démarche méthodique d'analyse commune des enjeux, d'élimination des malentendus, d'identification des divergences et convergences et de hiérarchisation des priorités. Sinon, le risque serait d'aboutir à une position commune tellement modeste ou forte mais tellement contraire aux positions de la minorité qualifiée qu'elle n'empêcherait pas les Etats membres d'afficher publiquement leurs divergences.

Cet amendement propose que les Etats membres s'engagent, par un pacte de convergence inscrit dans le traité constitutionnel, à entreprendre une démarche de convergence de leurs politiques étrangères en utilisant pleinement la force de proposition et de médiation du ministre des Affaires étrangères de l'Union.

La proposition est souple et n'impose aux Etats membres qu'une obligation d'examen complet du champ de la PESC dans un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du traité constitutionnel, tout en leur laissant la maîtrise des suites à lui donner. Pour chaque programme de convergence traitant d'un thème, le Conseil européen ne sera soumis à aucun délai pour décider de son adoption. Il aura le choix entre une coopération améliorée et une politique commune intégrée, dans la mesure où la PESC n'a pas vocation à se substituer à l'ensemble des politiques étrangères des Etats membres dans tous les domaines, mais seulement à intervenir là où une approche commune sera jugée plus efficace qu'une action nationale. L'ambition la plus haute du pacte est cependant de dégager les intérêts communs et de prendre en compte les intérêts essentiels des Etats dans une synthèse suffisamment forte pour s'engager non pas dans une coopération, mais dans une politique commune intégrée sur les questions internationales les plus importantes. Si l'examen permet d'atteindre un tel accord, le Conseil européen aura le choix de soumettre la mise en œuvre des programmes de convergence par le Conseil des Affaires étrangères à la règle de l'unanimité ou à celle de la majorité qualifiée, immédiatement ou dans un deuxième temps. Le passage à la majorité qualifiée ne s'appliquerait pas aux décisions ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.